

# Agreste Bretagne



Avril 2013 - 4

Une publication de la DRAAF de Bretagne

## Bilan agricole 2012

# Fort impact du prix des céréales sur les filières animales

**L'année 2012** est marquée par la forte hausse des prix des céréales qui atteignent des records. Le coût des aliments pour animaux grimpe d'autant, pénalisant l'ensemble des filières animales. Cependant, en raison des volumes en réduction, les cours des produits animaux progressent pour l'ensemble des secteurs (bovins, porcs, volaille, oeufs), excepté le lait. Au cours de cette même année, les légumes sont bien valorisés.

### Prix record des céréales

En 2012, bien qu'elle progresse au niveau national, la récolte céréalière diminue en Bretagne. Les quantités récoltées en céréales reculent de 4,8 % comparées à 2011 et de 1,1 % comparées à la moyenne quinquennale (2007-2011).

La sole céréalière croît de 0,5 % en un an. Les surfaces diminuent en orge, avoine et maïs grain, mais progressent

en blé et triticales. Avec 302 700 ha, cultivés en majorité pour l'alimentation animale, le blé demeure la céréale la plus répandue en Bretagne, suivie du maïs grain (124 700 ha), de l'orge (66 000 ha) et du triticales (58 300 ha).

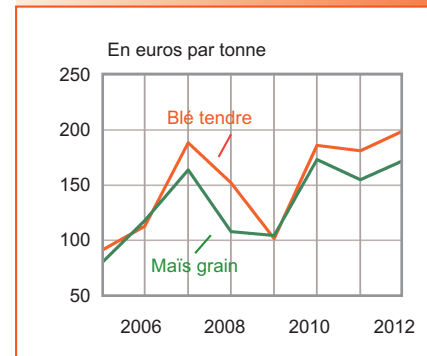
Les rendements céréaliers sont moins bons qu'en 2011, en raison de l'abondance de pluies et du manque de chaleur qui ont perduré jusqu'au mois de juillet, ainsi que de la moindre efficacité des traitements fongicides à cause du temps. Pour le maïs, les retards de semis au printemps et les températures bien trop basses à partir d'avril ont affecté le bon développement des plants. Cependant, l'état sanitaire des céréales est bon et les stocks de blé en fin de campagne sont satisfaisants. Au final, les rendements reculent de 2,5 % pour l'ensemble des céréales à paille. La baisse pour le maïs grain est plus forte (- 12 %), mais à relativiser par rapport à l'excellente année 2011. Comparés à la moyenne des cinq dernières années, les rendements perdent 0,6 q/ha pour le blé et 2,7 q/ha pour le maïs grain. Ils gagnent cependant 3 q/ha pour l'orge et le triticales.

La superficie en oléagineux est de 41 600 ha en Bretagne. Elle s'accroît pour la troisième année consécutive. Sur la moyenne quinquennale 2007-2011, les rendements gagnent 3 % et la production annuelle 16 %.

En 2012, avec 4 600 ha, les surfaces en protéagineux chutent de 40 % en un an et de 30 % sur 2007-2011. Il s'agit plus d'un retour à la normale, après le haut niveau de 2011 et le bond de 2010 engendré par l'incitation financière ponctuelle de la Politique Agricole Commune en faveur de l'autonomie en protéine.

Après leur envolée observée sur la campagne 2010-2011, et leur niveau encore élevé sur la campagne 2011-2012, les cours céréaliers et oléagineux sont au plus haut pour cette première partie de campagne 2012-2013. Le contexte mondial explique ce niveau exceptionnel. Les bilans mondiaux de blé tendre et de maïs sont en effet déficitaires, en raison des multiples sécheresses qui ont sévi dans de nombreux pays (Etats-Unis, pourtour de la mer Noire), et les stocks de fin de campagne prévus sont particulièrement bas pour le maïs. En Bretagne, selon l'enquête FranceAgrimer auprès des collecteurs, le prix de base des céréales, dont la qualité est bonne, augmente, par rapport aux moyennes quinquennales : + 23 % pour le blé, + 20 % pour le triticales, + 16 % pour l'orge et + 22 % pour le maïs grain. L'augmentation du coût des aliments, qui résulte de ces hausses de prix, accroît les charges des éleveurs, affectées par ailleurs par la progression

### Le prix des céréales en Bretagne



Source : Agreste - DRAAF Bretagne - FranceAgrimer

des coûts externes : engrais et énergie.

## Cours du porc au plus haut en septembre

Alors qu'il progressait quasiment chaque année depuis 2000, le volume de porcs charcutiers abattus en Bretagne baisse en 2012 : - 1,9 % par rapport à 2011 et - 1,6 % comparé à la moyenne 2007-2011. Le volume 2012 s'élève à 1,104 million de tonnes pour 13,8 millions de têtes. Les éleveurs de porcs ont en effet réduit leurs effectifs dans un contexte de coût élevé de l'aliment et d'obligation de mise aux normes des bâtiments d'élevage de truies, à échéance du 1er janvier 2013. La réduction des disponibilités accentue la fragilité structurelle d'abattoirs en surcapacité. Au marché au cadran de Plérin, le prix de base du porc charcutier s'établit, en moyenne annuelle, à 1,46 €/kg. Il gagne 11 % sur le prix élevé de l'an passé, et 21 % sur la moyenne 2007-2011. L'accroissement a lieu en partie en février avec des cotations allant jusqu'à 1,5 €/kg, dans un contexte d'insuffisance de l'offre face à la demande, puis les cours faiblissent. Ils reprennent fin mai, grâce à la demande soutenue et aux

expéditions en vifs (Espagne, Sud-Ouest) qui affaiblissent le disponible pour les abattoirs. La véritable envolée a lieu au cours de l'été. En raison de la baisse de la production en France et dans les grands bassins européens, les cotations grimpent jusqu'à 1,73 €/kg en septembre, niveau historique. Mais les cours retombent au dernier trimestre, pour finir l'année à 1,4 €/kg en décembre. Une demande en deçà des attentes, des offres plus fournies qu'en début d'automne, ainsi que l'absence de débouchés extérieurs, notamment vers l'Est de l'Europe et l'Asie, entraînent cette chute. Aucun bassin européen n'est épargné.

Parallèlement, le coût des aliments pour porcins atteint un nouveau record en 2012. Alors qu'il reculait d'un mois sur l'autre depuis juillet 2011, le prix des aliments repart à la hausse en février 2012, suite à l'augmentation du prix des céréales. Estimé par l'IFIP (Institut de la Filière Porcine), le prix des aliments dépasse de 29 % la moyenne 2007-2011. L'accroissement est de 22 cts d'€ par kg de carcasse comparé à la moyenne 2007-2011. Dans ce contexte d'augmentation du coût de l'aliment, les éleveurs de porcs déve-

loppent, depuis plusieurs années, la fabrication d'aliments à la ferme (faf), couvrant ainsi le tiers des besoins alimentaires du cheptel porcin breton.

## Volumes en baisse pour la volaille

L'activité de la filière volaille est marquée par la mise en redressement judiciaire du groupe Doux, prononcée le 1er juin 2012. Le groupe, en recherche de solutions pour réduire son endettement, est aussi fragilisé par la baisse des restitutions européennes qui menace les exportations. Les difficultés du groupe, qui compte, dans la région, 2 couvoirs, 4 abattoirs, 2 unités de transformation et 2 usines d'aliments, ont des conséquences pour l'ensemble de la filière avicole.

Après deux années de hausse et une activité maximale en 2011, le volume de poulets abattus en Bretagne se réduit de 6,8 % en 2012, tout en dépassant la moyenne quinquennale (+ 3,6 %). Les exportations françaises de viande de poulet, provenant en grande partie de Bretagne, reculent sur l'année (- 2,4 %). Le repli concerne aussi bien l'Union européenne que les pays tiers (Espagne,

## Les principales productions bretonnes

	Bretagne 2011 D	Bretagne 2012 P	Evolution 2012 P / 2011 D	Part Bretagne / France en 2012
<b>Productions végétales (tonnes)</b>				
Blé	2 134 215	2 081 232	- 2,5 %	6 %
Maïs grain	1 202 991	1 021 220	- 15,1 %	7 %
Orge	447 377	439 282	- 1,8 %	4 %
Triticale	347 947	377 021	8,4 %	16 %
Autres céréales	89 800	99 990	11,3 %	3 %
Oléagineux	143 533	139 680	- 2,7 %	2 %
Maïs fourrage	4 231 948	4 271 500	0,9 %	24 %
Choux-fleurs	296 196	299 397	1,1 %	84 %
Tomates	192 172	192 346	0,1 %	24 %
<b>Lait (millions de litres)</b>				
Livraisons à l'industrie	5 145	5 077	- 1,3 %	22 %
<b>Activité dans les abattoirs (tonnes)</b>				
Bovins - 12 mois	69 207	68 236	- 1,4 %	32 %
Veaux	68 934	67 745	- 1,7 %	36 %
Gros bovins	265 222	261 312	- 1,5 %	21 %
Porcs	1 150 741	1 133 645	- 1,5 %	58 %
Gallus	393 473	366 882	- 6,8 %	35 %
Dindes	172 588	155 749	- 9,8 %	42 %
<b>Production d'oeufs des élevages professionnels</b>				
Cœufs de consommation (milliers)	5 049 840	4 905 400	- 2,9 %	43 %

D = Définitif, P = Provisoire

Sources : Agreste DRAAF Bretagne - Statistique agricole annuelle, Enquêtes auprès des laiteries, Enquête auprès des abattoirs

Asie,...). Dans le même temps, les importations s'accroissent de plus de 5 %. La consommation de poulet en France se stabilise sur celle de l'an dernier, mais décroît au dernier trimestre.

La **filière dindes** est en grande difficulté. En 2012, les abattages de dindes reculent de 17 % sur la moyenne 2007-2011. Dans un contexte où les exportations françaises diminuent encore (- 8,7 % sur un an), l'amélioration de la consommation nationale ne suffit pas à inverser la tendance. Le coût des aliments pour volailles est au plus haut. Selon l'indice des prix d'achat des moyens de production agricole (IPAMPA), le coût moyen annuel excède de 5,6 % celui de 2011, et de 17 % la moyenne 2007-2011. Les éleveurs, pénalisés par la hausse des charges d'alimentation, subissent également l'augmentation du coût de l'énergie, d'autant que les bâtiments vieillissants génèrent un surcoût en chauffage.

En 2012, l'évolution du coût de l'aliment est faiblement répercutée sur les prix des marchés. Le prix annuel moyen du poulet prêt à cuire à Rungis croît de 1,7 % sur 2011 et de 7,7 % sur 2007-2011. Il s'affiche à 2,27 €/kg. Le prix moyen du filet de dinde à Rungis, quant à lui, se réduit de 3,3 % en un an (5,05 €/kg).

L'année 2012 est une très bonne année pour la **filière œufs de consommation**. Alors que le nombre d'œufs produits en Bretagne chutait au cours de l'année 2011, en raison des travaux de mise aux normes réalisés par les éleveurs pour répondre aux exigences européennes relatives aux cages des poudeuses, la tendance s'inverse en 2012. Depuis le début d'année, la production reprend, d'un trimestre sur l'autre, et dépasse le niveau de 2011, au second semestre. En moyenne annuelle, la production reste inférieure à celle de l'an passé (- 2,9 %) et les industriels doivent faire face à une pénurie d'œufs. Dans ce contexte de raréfaction de l'offre, le prix des œufs de consommation explose de 53 % en 2012, en France. Le cours des œufs atteint un pic en mars, puis se replie, mais termine malgré tout l'année à un niveau élevé, du fait d'une production faible à l'échelle européenne.

## Bonne année pour les gros bovins, moins bonne pour les veaux

Alors qu'ils progressaient chaque année depuis 2006, les **abattages de gros bovins** en Bretagne se réduisent de 1,5 % en 2012 mais restent supérieurs à la moyenne 2007-2011. La quasi-totalité de la baisse annuelle concerne les génisses et bœufs de plus de 2 ans. Les abattages de vaches de réforme, quant à eux, augmentent légèrement.

Dans un contexte de demande dynamique et de disponibilités réduites à l'échelle européenne, les gros bovins bénéficient de cotations bien orientées en 2012. Le prix de la vache lait P du bassin Grand Ouest atteint 3,18 €/kg en moyenne sur l'année. A partir de janvier, le prix grimpe régulièrement pour atteindre un pic en août. Il termine l'année à un bon niveau. Les cours des autres gros bovins (génisse R, bœuf R...) s'accroissent tout au long de l'année.

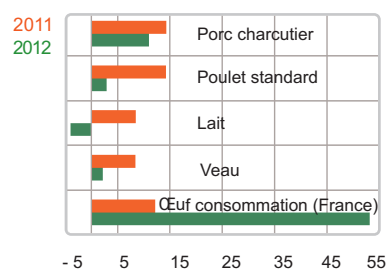
Les exportations nationales en viande et en vifs se replient en 2012. La demande des pays tiers se maintient jusqu'au premier semestre, puis les exportations vers la Turquie sont freinées par le doublement de la taxe d'importation à partir de juillet et par la fermeture ponctuelle du marché en octobre.

Comme pour les autres catégories d'animaux, le coût de l'aliment pour gros bovins est le plus élevé depuis 2005. Selon l'IPAMPA, il s'accroît de 9,5 % sur un an (+ 20,8 % sur 2007-2011).

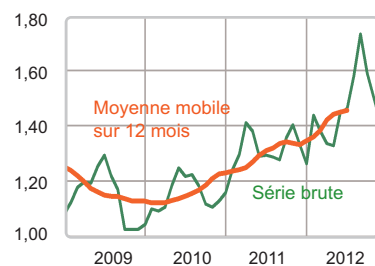
La **filière veaux de boucherie** est toujours en difficulté et depuis la crise de 2008, les intégrateurs réduisent les mises en place. En 2012, les abattages de veaux de boucherie sont inférieurs de 7 % à la moyenne quinquennale. Depuis 2005, le volume abattu ne cesse de diminuer, atteignant 68 200 tonnes en 2012. Ce faible volume d'abattage maintient le prix du veau à un niveau élevé, 6 €/kg en moyenne annuelle, soit 10 % de plus que le prix moyen quinquennal. Mais l'augmentation du coût de l'aliment (+ 10 % comparé à 2007-2011) pèse également sur le revenu des éleveurs.

## Evolution des prix en Bretagne

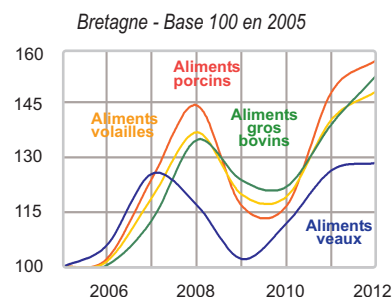
### Prix des produits animaux Bretagne - Variation annuelle en %



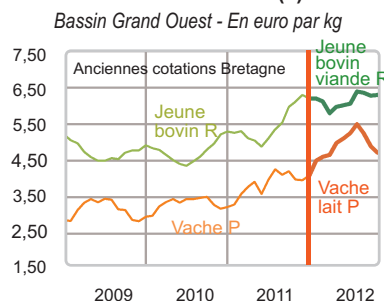
### Le prix du porc au Cadran de Plérin Bretagne - En euro par kg



### Coût des aliments selon l'IPAMPA Bretagne - Base 100 en 2005



### Cours des bovins (1) Bassin Grand Ouest - En euro par kg



#### (1) Le nouveau système de cotations des gros bovins

Depuis janvier 2012, un nouveau système de cotations des gros bovins est appliqué, avec une nouvelle grille de cotations, et un élargissement de la zone géographique au bassin Grand Ouest. Les séries ne sont donc plus exactement comparables avec celles des années précédentes.

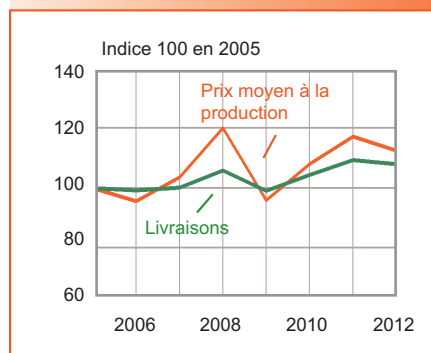
Sources : Agreste - INSEE - FranceAgrimer - Marché du Cadran de Plérin

## Une conjoncture laitière un peu moins satisfaisante

Après deux années très favorables pour le secteur laitier, la tendance se retourne en 2012. Le prix moyen du lait payé aux producteurs bretons atteint 327 €/1 000 l. S'il excède de 3,2 % la moyenne 2007-2011, il perd 4 % sur le haut niveau de 2011. A partir d'août 2012, le prix du lait passe en dessous du niveau quinquennal, suite à la baisse des prix des produits laitiers liée aux disponibilités importantes sur le marché mondial, en début d'année.

Les quantités de lait livrées par les producteurs bretons en 2012 faiblissent de 1,5 % comparées à celles de 2011, mais dépassent encore de 4,1 % la moyenne 2007-2011. Au premier trimestre, le niveau attractif du prix du lait et le contexte mondial favorable à l'exportation des produits laitiers continuent de soutenir l'activité. Au deuxième trimestre, les livraisons se maintiennent au niveau élevé de 2011. Au troisième trimestre, elles passent en dessous du niveau de 2011. La collecte ralentit sous l'effet de la baisse du prix du lait, mais aussi de la hausse du coût de l'alimentation entraînant une réduction des achats d'aliments concentrés.

### Prix et livraison de lait en Bretagne



Source : Agreste - DRAAF Bretagne - Enquête mensuelle auprès des laiteries

Le décret instaurant l'existence des organisations de producteurs de lait (OP) et fixant les modalités françaises, en déclinaison des textes européens, est signé le 20 avril 2012. Le texte permet aux OP d'intervenir dans la négociation des contrats écrits entre producteurs et industriels (modalités de prix, volume, durée des contrats...). Selon le rapport sur la contractualisation dans le secteur laitier, demandé par le Ministre de l'agriculture, et paru le 10 juillet, la quasi-totalité des entreprises privées ont signé des contrats avec la quasi-totalité de leurs producteurs. Mais les négociations ont parfois été difficiles et le contexte reste tendu.

## Des légumes bien valorisés

En 2012, l'augmentation du prix des **choux-fleurs** (+ 25 % sur 2011 et + 8 % sur 2007-2011) l'emporte sur le repli de la production (respectivement - 15 % et - 9 %). Le prix moyen annuel atteint 0,53 €/tête, stade production. Durant l'hiver et le printemps, en dehors des périodes de froid intense, le marché européen du chou-fleur est souvent encombré. En Bretagne, le froid de février entraîne une production faible mais bien valorisée. Le chou-fleur d'automne bénéficie d'un contexte plutôt porteur jusqu'à Noël, avec des cours très élevés face à une offre inhabituellement basse. La conjoncture s'inverse la semaine de Noël avec le retour de volumes importants au plus mauvais moment.

La conjoncture est globalement favorable pour les **tomates**, dont l'offre annuelle correspond à celle de 2011 (+ 7 % sur 2007-2011), avec des prix en hausse. Le prix moyen des tomates en grappe, à 1,23 €/kg, stade expédition, est supérieur de 23 % à celui de 2011 (+ 9 % sur 2007-2011). Au printemps, malgré la baisse des rendements, l'offre de tomates progresse,

grâce aux surfaces, et les prix augmentent. A l'été, période de pleine production, la consommation est dynamisée par la météo et le produit est bien valorisé. A l'automne, le temps pluvieux freine la consommation.

L'offre de **poireau** s'accroît (+ 23 % sur 2011 et + 56 % sur 2007-2011). Le prix moyen, à 0,59 €/kg, dépasse de 22 % celui de l'an passé (- 4 % sur 2007-2011). En février, la Bretagne, moins touchée par le gel que les autres zones de production, profite d'un marché très demandeur délaissé par les concurrents français et étrangers. En mars, malgré la douceur des températures, le marché reste dynamique avec des cours soutenus. Les prix sont d'un bon niveau jusqu'en décembre.

En 2012, l'offre annuelle d'**artichauts** dépasse celle de 2011 (+ 3,5 %) tout en étant inférieure à la moyenne 2007-2011 (- 8,5 %). Le prix de l'artichaut camus, à 0,51 €/kg, gagne 5 % en un an (+ 4 % sur 2007-2011). En raison d'une entrée en production timide et tardive, l'artichaut breton bénéficie peu de la place laissée par le produit sinistré du Roussillon. Cependant, les nombreuses promotions, les rendements importants en gros calibres, la demande soutenue de l'Italie entraînent finalement un bilan satisfaisant.

La production de **pommes de terre** premiers poursuit son recul structurel (- 37 % sur 2007-2011), avec un prix moyen affiché à 0,47 €/kg en 2012 (+ 38 % sur 2007-2011). Pour les **endives**, la nouvelle campagne débute tardivement, fin septembre, avec des apports minimes et des cours élevés. Puis les prix baissent sensiblement pour remonter en fin d'année. Concernant les légumes industriels, les productions récoltées se réduisent en **petits pois, haricots verts, et haricots à écosser et demi-secs**, du fait notamment d'une baisse de surfaces remplacées par des céréales.